

LE SYNDICALISME ET LA SOCIÉTÉ MODERNE...

«La classe ouvrière poursuit un double but. Se protéger d'abord contre l'exploitation immédiate, diminuer la somme de labeur et relever les salaires de famine... en second lieu bâtir un état social ou, soit par la détermination d'une valeur scientifique et équitable des choses (théorie collectiviste), soit par la suppression de toute valeur (théorie communiste), tous les hommes seraient tenus à produire.

De ce double but résulte nécessairement une double action et une double forme d'union ouvrière.

A l'exploitation immédiate dont souffre le prolétariat, il n'y a que trois palliatifs possibles. Le recours au pouvoir central, la grève, la violence.

Il s'ensuit que les ouvriers de chaque profession doivent examiner eux-mêmes et en quelque sorte séparément, en quelles mesures et par quels moyens ils combattront l'oppression».

«Les Syndicats Ouvriers de France» - Fernand PELLOUTIER.

Les grèves avec occupations d'usines au mois de juin, leurs déroulements insolites, leurs étranges conclusions, l'espace de vide qui les entoure, l'absence de justification d'une économie dramatique avant qu'elles n'éclatent, l'espace d'indifférence générale devant la situation qui y mit fin, ce sentiment qu'il s'agit d'un événement étrange, d'une sorte de répétition, de parodie, en dehors du contexte politique et social, que faute de comprendre on écarte tout ce malaise qu'on ressent lorsqu'on réfléchit et surtout si on réfléchit par référence au passé et en particulier à l'autre juin, celui de 1936, pose le problème du syndicalisme, de ses rapports avec l'économie moderne, avec le cadre politique, administratif, gouvernemental et aussi avec la mentalité de l'homme moyen que la société industrielle moderne secrète.

Encore faut-il, si l'on veut aboutir à des résultats sérieux dans cet ordre d'idées, faire l'effort nécessaire pour se débarrasser des images d'Épinal aux coloris somptueux que la naïveté des uns, l'amitié des autres, l'intérêt parfois tissent autour des personnages ou des événements qui constituent la trame de l'histoire de ces cent dernières années et comprendre que si du syndicalisme se confond avec celle du mouvement ouvrier, elle suit une évolution parallèle à celle de l'économie et par conséquence de la société.

UN PEU D'HISTOIRE

On peut faire remonter (arbitrairement bien entendu) la naissance du syndicalisme au milieu du siècle dernier, à l'instant où les sociétés de résistance vont se transformer pour aboutir à la création de la première *Chambre Syndicale des Métiers*. Peu de temps après la parution du *Manifeste des soixante*, qui constitue l'acte de naissance du mouvement syndical français, TOLAIN définit dans une brochure les deux revendications principales des travailleurs.

1- Liberté et indépendance des syndicats. Et TOLAIN écrit: *«Il n'y a qu'un seul moyen, c'est de nous dire: vous êtes libres, organisez-vous, faites vos affaires vous-mêmes».*

2- Formation de Syndicats et de Fédérations légales. Et TOLAIN ajoute: *«La Chambre syndicale des ouvriers serait dans l'ordre économique l'institution mère de tous les progrès futurs».*

Et PROUDHON, dans *«La Capacité des classes ouvrières»*, va préconiser le gouvernement de l'atelier, ce qui n'est rien d'autre que la gestion ouvrière, revendication du syndicalisme révolutionnaire, ou, si l'on veut être dans le vent, l'autogestion qui fut un slogan de mai. Mieux, le grand visionnaire social va nous dire

que l'école et l'atelier ne font qu'un, qu'ils se complètent et que leur enseignement se rejoint pour former l'homme, le travailleur. L'alliance intime de l'enseignement humaniste et scientifique et l'apprentissage est pour lui la condition de l'émancipation sociale. On trouve dans ces formules l'ébauche de toutes les universités populaires de l'histoire, y compris celle revendiquée par les étudiants au mois de mai.

Dès son origine, le syndicalisme va se vouloir précis. Il tire les leçons d'un passé récent qui, des barricades de 1848, conduira le prolétariat sous les sabots des chevaux d'un sabreur républicain, le général CAVAINAC, avant qu'il n'aille sous l'Empire méditer dans les cellules de la prison d'État de Sainte-Pélagie. Modérément, respectueusement, mais fermement, le *Manifeste des soixante* proclame la volonté des travailleurs de se passer du concours des bourgeois démocrates ou socialistes et de leurs partis et de faire leurs affaires eux-mêmes. Dès cet instant, le syndicalisme existe en marge du mouvement politique, il prétend à la gestion de l'économie, de toute l'économie, et il va se battre sur deux fronts. Contre l'État qui veut conserver à la bourgeoisie qu'il représente le monopole de la gestion de l'économie, contre les partis démocrates et socialistes qui veulent arracher cette économie des mains du pouvoir, non pas pour la confier aux travailleurs (ils ne le feront jamais), mais pour la monopoliser au profit de leur clan.

Et le syndicalisme, à partir de ces principes, va s'organiser nationalement et internationalement en fonction du contexte économique et politique.

Au Congrès de Bâle, en 1869, l'Internationale, qui va se définir idéologiquement, portera à l'extrême limite logique la proposition initiale en lui donnant une ampleur qui épouse le développement accéléré de l'économie capitaliste.

La société libérale, comme son opposition, ne s'y tromperont pas. Lorsque, répétant l'erreur de PROUDHON, en 1849, les organisations syndicales présenteront des candidatures ouvrières aux élections, les politiciens socialistes et démocrates (déjà!) crieront à la trahison, à la collusion avec le pouvoir, aux fonds secrets, aux manœuvres policières et, de nos jours, par exemple, le ridicule Jacques DUCLOS rappelle assez, par ses gesticulations anti-anarchistes, Jules SIMON et quelques autres foutriquets de l'époque. Et comme de nos jours, les parlementaires de gauche d'alors seront prêts à toutes les alliances contre nature pour faire face à un syndicalisme qui menace leurs intérêts. La Commune, d'ailleurs, rétablira la vérité et la sélection se fera. Les Jules SIMON, les Louis BLANC, les GAMBETTA et les autres, que le *Manifeste des soixante* avait écartés des luttes ouvrières, rejoindront leur classe et se retrouveront dans le camp des Versaillais, comme DUCLOS se retrouverait dans le camp de l'ordre (sic) si les travailleurs se mêlaient de faire une révolution sans son concours, tant il est vrai que le syndicalisme qui remet en cause la société trouve contre son projet toute la société, son opposition comme sa majorité soudées pour une fois par le même intérêt commun qui est la défense, par delà leurs oppositions de clans, de leurs avantages de classe.

Lorsque après la grande nuit sociale qui suivra la Commune, le syndicalisme timidement relèvera la tête, la situation économique, donc politique et sociale, ne sera profondément modifiée. La science et les techniques auront bouleversé le rythme de la production, morcelé la fabrication, concentré les ouvriers dans des entreprises plus vastes, ce qui va créer un milieu nouveau qui secrétera un homme nouveau.

Le mouvement politique qui a compris le danger mortel que représentait pour lui le syndicalisme va travailler à le transformer pour mieux se l'approprier, le faire servir à ses desseins particuliers. Ce ne sont pas seulement les différents partis socialistes qui à travers la Fédération syndicaliste vont essayer de domestiquer le mouvement ouvrier, toutes les confessions politiques vont emboîter le pas et on oublie trop que c'est en ce temps-là que le syndicat catholique, aujourd'hui si puissant, fit ses premiers pas. Vidé de son contenu révolutionnaire, ne conservant que sa structure d'association, le syndicalisme va apparaître à tous les clans de la société comme l'organisation idéale pour défendre leurs intérêts particuliers.

Le syndicalisme va conserver pendant un temps son impact révolutionnaire dans la classe ouvrière.

Cependant insidieusement et sous la pression des évolutions que j'ai essayé de définir plus haut, il va perdre son caractère initial. Sa signification va s'amputer, se modifier et, alors, il faudra le qualifier pour qu'il conserve son sens originel. Il deviendra le syndicalisme révolutionnaire. Mais, à côté de lui, on verra s'épanouir des syndicats patronaux, des syndicats d'agents de change, des syndicats d'initiatives, etc... et, en fin de compte des syndicats de producteurs qui n'auront rien à voir avec les syndicats de travailleurs associée pour produire, ainsi que l'entendait PROUDHON, mais qui seront des organes de défense des intérêts du capital et de ses possesseurs et, lentement, mais irrésistiblement, des us et coutumes nouveaux s'installeront aussi solidement que ceux qui les avaient précédés.

Cependant, PELLOUTIER et quelques autres syndicalistes révolutionnaires, qui marqueront profondément le mouvement ouvrier de leur époque freineront cette lente désagrégation de l'idée que les hommes se faisaient du syndicalisme. La première guerre mondiale qui bouleversa la société transformera son économie, créera des problèmes nouveaux qui précipiteront l'évolution et le syndicalisme qui, par vocation, est un reflet de l'économie qu'il combat, mais dont il épouse étroitement les structures pour la mieux combattre, aboutira à ce réformisme qui fut la caractéristique des grèves de juin dernier.

Il n'est pas possible de définir l'instant où le syndicalisme, rompent avec le passé, entamera cette longue route (seuls les historiens peuvent se permettre des coupures dans l'histoire, ce qui facilite leur travail, mais n'a aucune justification formelle). Cependant, quitte à faire grincer quelques dents aux âmes sensibles qui professent le syndicalisme loin du tumulte des entreprises, je dirai que l'évolution vers le réformisme, puis vers l'intégration du syndicalisme à l'État était perceptible dans l'«*Histoire des Bourses du Travail*» de Fernand PELLOUTIER, comme dans les textes de «*La Charte d'Amiens*» de 1906.

Et c'est justement de l'alternative que le syndicalisme de cette époque offre aux travailleurs que le ver se nourrit et pourrit le fruit.

Le syndicalisme nous dira bien sûr que seule la révolution pourra transformer la société et supprimer les classes, mais, en attendant ce jour inscrit dans tous les projets messianiques des prophètes de la sociale, lui qui se veut réaliste va proposer une alternative: améliorer les conditions d'existence des travailleurs dans le cadre du régime en engageant la lutte pour les avantages temporels et immédiats et il professera que c'est aux travailleurs eux-mêmes de définir l'instant où le projet réformiste l'emporte sur le projet révolutionnaire. Jugement difficile qui dépendra de l'appréciation toujours sujette à caution et qui ne relève pas simplement de la conjoncture, mais de la structure physiologique de l'homme appelé à faire ce choix.

En réalité, c'est l'évolution économique qui va choisir pour l'homme, même si on lui laisse croire qu'il reste maître de sa décision. Dès cet instant, la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs coïncide avec l'essor scientifique, technique, dû à la première guerre mondiale et, de cette évolution, vont naître deux éléments qui vont être décisifs. D'une part, les conditions d'existence des travailleurs vont se transformer, d'autre part, les avantages de cette transformation vont supplanter dans leur esprit les perspectives plus lointaines de l'idéologie syndicale. Et lorsque, poussant à l'extrême logique sa foi en cette mutation économique et intellectuelle, MERRHEIM, encore auréolé par sa lutte contre la guerre et paré du prestige de ZIMMERWALD, proposera aux syndicats, non plus la révolution classique avec tout son attirail tapageur sur les grèves générales et les barricades, mais la qualification technique et professionnelle afin de s'introduire dans l'appareil économique pour le conquérir de l'intérieur, il sera suivi par la majorité des cadres syndicaux. Et on peut dire que si la situation actuelle du syndicalisme était contenue dans sa dualité originelle, l'effondrement du syndicalisme révolutionnaire vers 1922 lui donnera sa vitesse de croisière.

Deux autres événements accéléreront le cours de cette transformation de caractère technique et scientifique. Le premier naîtra de la transformation de l'État classique en un État-patron régulateur de toute l'activité de l'économie privée, ce qui reportera les discussions syndicats-patrons, sur un autre terrain plus difficile: celui des discussions syndicats-État. Et les rapports entre les syndicats et l'État dissiperont les illusions, communes au début du siècle d'un réformisme ouvrier antichambre de la révolution, contenu dans la *Charte d'Amiens*, et précipiteront le mouvement ouvrier vers la participation à travers les multiples *Commissions paritaires* organisées par l'État, ce qui conduira sûrement à l'intégration. Le second événement d'une importance considérable et qui n'a pas toujours été bien décelé fut la Révolution russe.

Celle-ci subordonnera les syndicats au parti et à l'État dit ouvrier. Et peu à peu, revenant sur les principes édictés par le *Manifeste des soixante*, les syndicats inclineront à faire dépendre la solution économique d'une solution politique dont la clé sera détenue par les partis. Et de nos jours nous voyons le vieux rêve des démocrates et des socialistes du siècle dernier, repris par le guesdisme et le léninisme, enfin réalisé. Les syndicats sont assujettis aux partis politiques qui en cas de succès électoraux les videront de leur substance afin de les intégrer et de les faire servir au développement de l'État, où ils ne joueront plus qu'un rôle de courroies de transmission.

Le cycle est bouclé. Le premier réflexe qui vient alors à l'esprit consiste à accuser les hommes placés par la confiance de tous à la tête du mouvement syndical. On n'y manquera pas. Et le militant révolutionnaire accusera «*les bonzes*» de collusion avec le Patronat et le Gouvernement. Il n'aura pas toujours tort car pendant toute cette période de nombreux responsables syndicaux passeront de l'exaltation révolutionnaire au réformisme et à la collaboration de classe. Et pas seulement JOUHAUX ou DUMOULIN, boucs émissaires

des anarcho-syndicalistes mais également des hommes sur lesquels on jette un voile pieux de façon à ne pas gêner une propagande exemplaire en faveur d'un syndicalisme exclusivement révolutionnaire.

Et je veux parler de POUGET, de GRIFFUELHES, d'YVETOT et de quelques autres qui ne surent pas se retirer à temps et digéreront mal la guerre de 1914, la révolution russe et l'évolution économique qui s'ensuivit.

Lorsqu'on se refuse aux facilités doctrinales et qu'on écarte les images d'Épinal, il est logique, devant de tels exemples, de poser le problème de l'évolution du syndicalisme d'une autre manière. On peut se demander si ce syndicalisme ne porte pas en lui-même une responsabilité importante dans son évolution et si finalement ce sont bien les hommes qui sont responsables de cette évolution ou si ce n'est pas plutôt la structure syndicale comme la dualité de son projet qui rendait inévitable le comportement des hommes placés à sa tête. On peut se demander si, en 1907, Malatesta n'avait pas raison contre Monatte.

Et par enchaînement on peut se demander si le syndicalisme est vraiment une organisation révolutionnaire?

LA NATURE DU SYNDICALISME

Mais qu'est-ce qu'une organisation révolutionnaire? Une organisation peut être révolutionnaire par son impact, sa puissance de rupture, sa volonté de détruire l'adversaire, mais sans posséder ce caractère elle peut être également révolutionnaire par sa prétention à reconstruire le monde en partant d'une base différente, voire opposée à celle qui existait auparavant. Une organisation à prétention révolutionnaire peut revendiquer ces deux particularités qui se complètent. Toutes les organisations qui se réclament de la révolution ont d'ailleurs prétendu à ces deux vertus cardinales, mais bien peu les ont réellement possédées. L'urgence les a conduites à sacrifier la seconde pour la première, réputée plus payante. Les groupuscules étudiants sont un exemple édifiant de cet état d'esprit. Le syndicalisme, lui, en digne héritier de Proudhon, a été plus porté aux constructions pratiques ou théoriques qu'aux moyens de luttes décisifs, si on met à part la grève générale avec occupation d'usine qu'il n'a d'ailleurs jamais poussée jusqu'à sa limite extrême, l'expropriation. Et même, comme nous le verrons plus loin, l'*Internationale* comme la C.N.T. espagnole ne s'inscrivent pas en faux contre cette constatation. Le réalisme syndical a de tous temps navigué entre la revendication et la révolution. La revendication, accélérée par la mutation économique l'a conduit vers l'organisation de masse, la révolution l'a conduit vers la connaissance des rouages de l'économie moderne plutôt que vers la confection d'un outil révolutionnaire.

Mais avant de décider de la vraie nature du syndicalisme, voyons donc ce qu'il est devenu à notre époque. Je disais plus haut que sauf la période de l'*Internationale* et pendant la guerre d'Espagne, le syndicalisme avait eu une vocation de masse plutôt que de choc révolutionnaire. Mais même pendant la période de l'*Internationale*, la vocation de masse des syndicats s'affirmera aux dépens de sa vocation de choc révolutionnaire. L'*Internationale* ne sera pas le mouvement syndical de son époque mais un élément révolutionnaire à l'intérieur ou à côté des organisations syndicales. C'est ce qui explique le nombre relativement restreint des membres des organisations syndicales qui en seront membres et pendant l'action révolutionnaire qui aboutira à la *Commune de Paris*, l'*Internationale* restera en marge et lorsqu'elle s'associera aux fédérés, ce sera pour construire l'économie. D'autre part, il ne faudrait pas gratter bien fort pour trouver sous la couche syndicaliste qui recouvrait la C.N.T. espagnole, l'organisation anarchiste plus réduite, mais singulièrement plus armée pour le choc révolutionnaire.

A quoi cela tient-il? Mais à la structure comme à la proposition du syndicalisme. Celui-ci, pour donner une consistance au volet réformiste de son action, sera obligé de faire appel aux masses, de syndiquer les masses, de s'appuyer sur les masses. Il sera à la remorque des masses et les masses dans leur diversité et dans le contexte économique moderne ne sont pas révolutionnaires. Les masses suivent! Les masses ont toujours suivi, même lorsqu'on a prétendu le contraire. En vérité, au cours de l'effort révolutionnaire, les masses occupent le terrain conquis par la force révolutionnaire de choc du prolétariat. Le développement économique, la multitude d'intérêts immédiats souvent contradictoires ont conduit le mouvement syndical à une politique de revendications dans le cadre du régime en contradiction avec l'intérêt général du peuple qui était la révolution sociale et c'est moins le comportement des hommes que l'évolution économique qui obligera le syndicalisme à basculer dans le camp du réformisme, si il veut dans le cadre du régime capitaliste défendre les intérêts immédiats des travailleurs.

Et c'est dans ce sens qu'on peut prétendre qu'il n'existe pas un syndicalisme immuable, mais trois syndicalismes différents, même s'ils possèdent la même structure. Chacun adapte les propositions initiales à la conjoncture et appuie sur les touches de son clavier revendicatif à la demande. Et c'est là une raison de plus pour affirmer la concordance qui existe entre l'aspect que revêt le syndicalisme dans un moment donné et l'économie qu'il se propose de combattre.

On a cru autrefois que la revendication immédiate, réformiste, resterait transitoire dans l'esprit des hommes comme on a cru que l'élévation des moyens d'existence qu'elle leur procurait élèverait leur combativité révolutionnaire. On s'est trompé. Au siècle dernier, une minorité active qui obtenait la décision faisait oublier la passivité ou même l'hostilité de la grande masse qui en fin de compte finissait par suivre et se trouvait absorbée par le nouveau milieu créé. Mais dès que la transformation sociale fut devenue une affaire de masse, et telle était la volonté des syndicats, alors la diversité des intérêts immédiats, des idéologies particulières, rendait l'organisation syndicale impuissante comme outil de choc révolutionnaire.

Bien sûr, ces évidences ont sauté aux yeux des doctrinaires du syndicalisme. Pour y pallier, ils ont mis en avant l'intérêt économique commun des travailleurs en dehors de leurs différenciations idéologiques. Explication valable qui pouvait servir de ciment pour un prolétariat sous-alimenté qui faisait de la transformation économique une question de vie ou de mort, dont seulement une minorité se trouvait engagée dans la lutte, ce qui assurait sa cohérence. Explication insuffisamment convaincante pour une masse diversifiée pour qui le problème de la faim était devenu un problème secondaire qui ne justifiait plus une solution désespérée.

Et c'est à cet instant-là que, n'en déplaise à Monsieur Marx et à ses catéchumènes, la constatation économique perdit son impact révolutionnaire au profit de l'analyse des sentiments, des émotions, de l'idéologie, de la métaphysique.

Aujourd'hui, le syndicalisme revêt une forme donnée qui correspond aux structures économiques. Le syndicalisme est élémentaire dans les pays sous-développés et il consiste en un simple relais de l'organisation politique dominante comme il le fut avant le *Manifeste des soixante* et l'état du syndicalisme au Sénégal par exemple est voisin de celui connu sous le nom de *Société de Résistance* avant la révolution de 1848, compte tenu bien entendu du caractère différent des structures politiques et sociales. Le syndicalisme dans les pays en voie de développement est similaire au syndicalisme traditionnel français de la belle époque avec son projet révolutionnaire et ses réalisations réformistes. Et dans les pays industrialisés, le syndicalisme quitte la voie purement réformiste, pour, à travers une technicité de type américain, s'intégrer à l'État et au parti, c'est-à-dire revenir là où les politiciens voulaient le conduire à l'origine.

Nous pouvons d'ailleurs considérer qu'en France où la planification économique n'est encore qu'en voie de réalisation, il existe les éléments de ces trois aspects de l'approche de l'économie par le syndicalisme. Et dans la région parisienne, comme dans certaines industries de pointe, les appréciations des travailleurs quant au programme revendicatif sont différentes de celles des travailleurs bretons ou du centre de la France où l'industrie conserve un caractère artisanal. Cela explique la différence des méthodes de lutte comme de leur intensité.

Les hommes eux-mêmes qui animent le mouvement syndical sont issus de ces milieux et tout naturellement les reflètent. Lorsqu'ils s'y opposent ils rejoignent la proposition révolutionnaire du syndicalisme mais alors on peut dire et cela n'est pas péjoratif bien au contraire, qu'ils sont à contre-courant, qu'ils sont, par rapport au syndicalisme, anachroniques! Qu'ils refusent l'évolution économique dans le cadre d'un système. Qu'ils rejettent, même lorsqu'ils prétendent le contraire, les servitudes matérialistes. Qu'ils sont de véritables révolutionnaires et qu'il leur faudra chercher autre part le cadre idéal de leur combat violent, physique, contre la classe qui exploite l'humanité. Sont-ils encore des syndicalistes? C'est une autre histoire. Même si ils demeurent les meilleurs ouvriers du recrutement syndical ou des luttes revendicatives. Et on peut se demander alors si ces luttes revendicatives sont compatibles avec leur projet révolutionnaire et en fin de compte s'il ne s'agit pas de deux actions complémentaires, qui doivent s'exercer sur des terrains différents avec des méthodes différentes, qui se conditionnent par des organisations aux structures différentes, s'adressant aux hommes en dehors de ceux auxquels le syndicalisme fait traditionnellement appel.

Oui, je vois l'indignation se peindre sur le visage du lecteur syndicaliste bon teint. Je le vois brandir «*LA RUE*» avec indignation en récitant quelques versets de l'évangile mis en forme par Griffuelhes, le vrai, le bon, celui de 1906. Cependant, et quelle que soit la réponse qu'on y fit, on m'accordera que la question méritait d'être posée!

QUE PEUT-ON ATTENDRE DU SYNDICALISME ?

Au sein de ce syndicalisme moderne, ou plutôt adapté, morcelé par des idéologies qui ont également le même problème de masses, mais simplement pour rendre plus rentable le jeu électoral, et qui pour cette raison se disputent les suffrages des ouvriers qu'influencent les syndicats, les militants anarcho-syndicalistes essaient de freiner cette évolution que je signalais plus haut. Ils y parviennent quelquefois. Moins par la solidité de leurs arguments que par le prestige qu'ils ont acquis dans les luttes quotidiennes. Et s'il n'est pas rare de voir un anarcho-syndicaliste défendre devant le Congrès National de l'une des grandes centrales syndicales qui se disputent la clientèle ouvrière, les positions du syndicalisme révolutionnaire, cela ne veut pas dire que les membres de son syndicat se soient alignés sur ses positions révolutionnaires mais simplement qu'on lui fait confiance, que ses positions idéologiques n'apparaissent que comme une aimable guirlande qui donne de la poésie à l'action journalière et que de toute manière puisqu'il est le meilleur défenseur du «réel quotidien» il n'existe aucune raison de l'empêcher d'aller défendre devant un congrès des opinions auxquelles personne ne croit vraiment et qui tout compte fait fouetteront l'énergie des bureaucrates syndicaux qui en ont bien besoin, ce qui créera suffisamment d'inquiétudes pour leur conférer un peu de cette vitalité dont les revendications journalières sont très souvent dépourvues. Et puis dans la mesure où ces opinions ne deviennent pas une réalité qui risque de bousculer le confort intellectuel créé par la médiocrité douillette où l'on vit, la spéculation révolutionnaire donne bonne conscience. Et c'est ainsi que deux ou trois révolutionnaires intransigeants seront particulièrement choyés dans leur organisation, mais qu'une minorité révolutionnaire compacte qui risque de devenir majorité sera impitoyablement laminée.

Non, on ne reconquerra pas le mouvement syndical. Non, on ne reviendra pas aux heures exaltantes de l'*Internationale* ou de la C.N.T. espagnole. Le mouvement syndical, compte tenu de ses structures, de la dualité de son projet, de son cousinage biologique avec l'économie du moment, suit une route irréversible. Et cela il faut le dire très nettement, non pas pour s'opposer à tout prix au romantisme, bête noir de tous les matérialistes radoteurs, mais simplement pour en créer un autre à notre échelle et de notre époque. D'ailleurs se voulant de masses, le mouvement syndical est tributaire de ces masses qui aujourd'hui et comme le prouvent les événements à l'échelle mondiale réagissent à travers d'autres critères que le critère économique. Le mouvement syndical, si même il ne l'a jamais été, n'est plus un élément de choc révolutionnaire. Mais si il n'est plus, si il n'est pas blanquiste, le mouvement syndical reste proudhonien. Si il ne constitue plus la force de frappe de l'action révolutionnaire, il reste le cadre idéal, le cadre le plus approprié pour construire une société différente et, c'est par cet aspect qu'il est précieux, irremplaçable, révolutionnaire dans la mise en œuvre du matériau qui, pendant et après la révolution, permettra de bâtir la société socialiste libertaire. Et c'est bien ce qu'ont compris tous les politiciens marxistes, qui sitôt «leur révolution faite», se sont empressés de mettre le syndicalisme dans les fers, sous peine de le voir enfin à pied d'œuvre pour accomplir sa véritable mission qui consiste à faire sauter la marmite et révéler à tous le brouet qu'elle contenait et qu'abusivement on avait appelé communiste.

Non, on ne fera pas tourner à l'envers les aiguilles d'une montre. Dans son contexte actuel, où il est à la fois réformiste par sa revendication et révolutionnaire par sa structure qui est un cadre idéal, la démarche du syndicalisme a pour but d'honorer ses deux propositions initiales. Il ne variera plus, en ce sens que s'il cessait d'être réformiste, il ne serait plus syndicaliste, c'est-à-dire rassembleur de masses sur des revendications immédiates qui seules, peuvent faire l'unité des masses, mais s'il transformait ses structures qui sont le grand espoir de constructions révolutionnaires, il perdrait son impact réformiste et revendicateur.

Et il serait aussi vain de se répandre en lamentations que d'affubler une organisation qui nous est chère de vertus qu'elle ne possède pas. Il me paraît beaucoup plus sage de lui faire rendre tout le sel qui l'imprègne. Le syndicalisme existe avec ses particularités et le problème du militant anarchiste est d'en tenir compte. Si on pose la question: le syndicalisme est-il encore un élément important pour la construction du socialisme libertaire? on peut répondre hardiment oui, mieux, on peut dire qu'il est l'élément essentiel, irremplaçable et, que toute sa vertu révolutionnaire tient en cette constatation.

Le syndicalisme qui reflète une époque, digère les évolutions scientifiques et techniques. Et il les restituera à la révolution triomphante. Le syndicalisme est construction et cette construction est la gestion ouvrière, définie par le gouvernement de l'atelier cher à Proudhon, ce qui a fait rire des générations de marxistes ignares, définie également par le Congrès de Bâle de la *Première Internationale*, par la *Charte d'Amiens*, par l'inoubliable analyse qu'en donna Pierre Besnard au Congrès de Lille de 1921. Son arme à double tranchant est la grève, jusqu'alors limitée à la revendication et dont les timides essais de bouleversement des structures en 1936 comme en 1968 ont tourné courts, mais qui lorsqu'elle devient gestionnaire est un élément de construction dans le cadre de la révolution et lorsqu'elle fait place à l'autogestion, devient le communisme libertaire en application.

L'autogestion, formule «*intellectuelle*» de la gestion ouvrière, ce qui fait incontestablement «*mieux*» a été à la mode pendant les troubles de mai 1968. On en a beaucoup parlé sans trop savoir ce qu'on allait y introduire. Les petits intellectuels qui font la chaîne pour ravigoter un marxisme, qui, comme un panier à salade se dévoie sans retenue, ont même créé pour expliquer ce principe aux yeux des masses, une revue lourde et indigeste, où de savants exposés ne nous font pas grâce d'un bouton de guêtre et où les pays dits socialistes sont passés au peigne fin de façon à y déceler les derniers canons de la mode, revue et corrigée par ces couturiers du prêt à porter qu'on nomme Mao, Tito, Castro, et j'en oublie, qui honnêtement ne possèdent pas tous des patronymes tirés de la comédie-bouffe ou de la tragédie de boulevard.

En réalité, l'autogestion, si on met à part les particularités propres à chaque nation, qui vont de l'économie à l'acquit culturel et de civilisation, de la géographie climatique à la géographie de sous-sol, répond à trois conditions que le syndicalisme est en état de réaliser.

La première consiste à fixer le cadre dans lequel l'autogestion peut se développer sans sombrer dans la déconfiture des essais dont «*l'Arcadie*» de Cabet reste l'exemple le plus illustre et le plus édifiant. La réponse à cette question, c'est Proudhon qui nous la fournit, lorsque gagné par l'illusion parlementaire, il va, dans le cadre du régime capitaliste de l'époque essayer d'organiser la *Banque du peuple* destinée à fournir le crédit gratuit. D'abord soutenu par la grande bourgeoisie libérale, il suffira qu'Émile de Girardin lui retire l'appui de son journal pour que l'entreprise s'effondre et à chaque fois il en sera de même. La gestion ouvrière, l'autogestion est incompatible avec un régime capitaliste libéral ou de capitalisme d'État car alors sa réussite dépend du bon vouloir des banques, de la planification nationale, des accords internationaux pour l'importation des matières premières pour l'exportation des objets fabriqués, des règlements étatiques de toute sorte. Bien sûr, les Bourdet, les Duvignaud, les Laure, les Naville, marxistes impénitents ont essayé de nous démontrer le contraire en brandissant sous notre nez trois tartes à la crème destinées à ravigoter le marxisme, mais les faits sont probants, en Yougoslavie, comme en Algérie ou à Cuba, l'autogestion sous des formes appropriées n'est rien d'autre qu'une méthode qui perpétue les inégalités de salaires, donc les classes.

Et justement la seconde condition du fonctionnement de l'autogestion dans le sens du socialisme est l'égalité des salaires, faute de quoi l'autogestion n'est qu'une technique plus industrielle de perpétuer le profit individuel, même si le capital est géré ou en possession de l'État. Demander à des travailleurs d'autogérer leur entreprise en conservant les inégalités de rémunération, c'est leur demander de gérer eux-mêmes leur misère, leur condition serve, leur aliénation. Et c'est justement ce qui remplit d'espérance les personnages dont je parlais plus haut.

Enfin, la troisième condition, c'est le remplacement de l'autorité autre que celle qui découle logiquement du travail à accomplir par le lien fédéraliste entre tous les participants, c'est-à-dire par un contrat librement discuté.

L'autogestion ne précède pas la révolution sociale, elle la suit et reconstruit sur le terrain déblayé par l'organisation de choc des travailleurs révolutionnaires. Tout au plus, l'élément intermédiaire entre la grève et l'autogestion, la grève gestionnaire peut pendant le combat révolutionnaire remettre en route les entreprises paralysés par la grève, pour le profit des travailleurs et pour assurer à ceux-ci les transports, comme les fabrications qui leur sont nécessaires. La grève gestionnaire, pendant la période révolutionnaire, a d'ailleurs une valeur exemplaire et est un élément de démoralisation pour la bourgeoisie qui voit ses instruments d'exploitation tourner sans eux et en faveur des travailleurs en lutte.

Or, l'organisation syndicale est parfaitement apte à remplir ce rôle. C'est elle qui décrète la grève générale, c'est elle qui, par ses sections d'entreprises peut donner à cette grève son caractère gestionnaire, enfin, c'est elle qui peut fournir le cadre à l'organisation gestionnaire de l'entreprise.

En prenant un caractère de masse, le syndicalisme a pénétré dans tous les rouages de l'économie moderne. Il double toutes les manipulations, toutes les fabrications, toutes les coordinations et si brusquement, tout l'appareil de liaison économique d'entreprise ou inter-entreprise ou de caractère national s'effondrait le syndicalisme prendrait automatiquement sa place, en dehors de toute velléité révolutionnaire d'ailleurs et simplement pour garantir «*les intérêts immédiats des travailleurs*» ce qui consiste à leur fournir à la fois du travail et les objets dont ils ont besoin. Et c'est très naturellement que les grandes Fédérations d'industries remplaceraient les conseils d'administrations et que le syndicalisme horizontal, union locale, union départementale, confédération assurerait les liaisons inter-industrielles et inter-administratives nécessaires à la coordination nationale.

Et c'est dans ce domaine proprement gestionnaire que le syndicalisme devient révolutionnaire dans le sens de l'organisation de la société sur d'autres bases. Mais, me demandera-t-on, l'organisation syndicale morcelée aux mains des partis politiques et gagnée par le réformisme, peut-elle jouer ce rôle grandiose de construction du socialisme libertaire? Cela dépend de nous. Pour que cela soit possible, nos efforts doivent être orientés non pas pour faire revenir le syndicalisme en arrière dans un contexte économique qui a aujourd'hui disparu, mais pour fortifier le syndicalisme dans son rôle gestionnaire de l'économie de demain.

Tout le prédispose à cela! Ses structures qui, même oblitérées, ont conservé un caractère fédératif indépendant du contexte politique, ce qui explique qu'il n'existe pas un parti, y compris le parti communiste, qui n'ait des difficultés avec son cadre syndical. Ses principes qui ont vocation de réunir tout ce qui travaille. Ses capacités techniques, car les syndicalistes se recrutent dans toutes les corporations. Son goût du précis, d'un ordre logique, de la responsabilité, son caractère éducateur, peuvent lui permettre de jouer ce rôle. D'autre part, et grâce aux particularités énoncées plus haut, le syndicalisme peut seul assurer la confiance qui permet à une économie moderne socialiste ou pas de tourner.

Et c'est justement parce qu'il constitue un outil irremplaçable pour la construction du socialisme libertaire qu'il faut le maintenir à flots en dépit de ses faiblesses actuelles car ce sont moins ses possibilités discutables de lutte que sa charpente qui seront nécessaires à la révolution. Mais pour être en état de maintenir le syndicalisme dans cette voie, il faut être à l'intérieur, lutter dans son sein et cette lutte sera d'autant plus fructueuse que ceux qui sont décidés à la mener se débarrasseront des illusions romantiques.

COMMENT?

Le syndicalisme est réformiste dans son projet d'amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Cet aspect, nous ne pouvons ni le nier ni le combattre, car c'est celui-ci qui lui confère son caractère de masse, qui lui donne cette universalité de structures, qui en fait un élément de construction révolutionnaire et des exemples nombreux nous montrent que lorsque le syndicalisme néglige les réformes dans le cadre du régime ou préconise des formes de lutte inefficace pour les faire aboutir, il se réduit à un groupuscule idéologique, qui en fin de compte n'a ni possibilité de réforme dans le cadre du régime, ni impact révolutionnaire, ni structure nécessaires pour construire une société libertaire. Il devient un cénacle où avec mélancolie et amertume on brasse le vent des astres morts. Il est donc indispensable que les militants révolutionnaires participent aux luttes quotidiennes, même si les résultats acquis sont décevants, car ce sont eux qui maintiennent l'organisation syndicale en état de jouer un rôle gestionnaire.

Mais si nous sommes obligés d'accepter en bloc le syndicalisme, qui, comme toute chose a des aspects positifs comme des aspects négatifs, il nous faut lutter en son sein pour que les politiciens n'y introduisent pas des éléments étrangers. Partout où le syndicalisme est dominé par un parti politique, il perd ses perspectives gestionnaires en faveur de ce parti, qui lui-même les remettra aux mains de l'État nouveau qu'il construira. Dans ce cas-là l'autogestion perdra son caractère originel et deviendra, comme en Algérie, par exemple, un élément d'assujettissement des masses. Ce qu'il refuse aux partis qui prétendent le coloniser, le syndicalisme doit le refuser également à l'État bourgeois qui lui aussi veut l'asservir, afin de donner plus de liant à l'économie du profit. Et cette lutte est d'autant plus difficile que l'État fait miroiter aux yeux de l'organisation toutes sortes d'avantages qui rejoignent sa préoccupation réformiste.

Et c'est essentiellement à l'instant où la revendication réformiste passe par l'intégration dans un rouage d'État, que le syndicalisme doit dire non. C'est difficile et la tentation est forte, le choix complexe! Faut-il participer à telle commission qui réunit des patrons et des ouvriers pour discuter des salaires à l'échelon national, alors qu'il y a dans cette commission des représentants de l'État? D'ailleurs l'État est lui-même patron! Cependant, c'est de ces choix que dépend l'avenir du syndicalisme. De toute manière, il faut que le syndicalisme se refuse à collaborer à la construction de structures économiques de classes qui renforceront le régime et rendront plus aléatoire l'effort révolutionnaire.

De toute façon, c'est à l'intérieur du syndicat que l'on peut influencer la réponse qui sera faite à toutes ses questions, être frein ou accélérateur.

Certes, c'est un travail difficile, qui demande des connaissances générales et qui impose une étude constante des évolutions économiques, mais c'est le seul qui permette aux militants d'obtenir une influence solide. C'est la tâche de tous les anarchistes.

Bien sûr, nous ne reconquerrons pas les grandes organisations syndicales, mais nous pourrions peut être maintenir les vertus qui en font un élément de construction révolutionnaire irremplaçable. Et nous avons bien vu au cours de ces dernières grèves que, quels que soient leurs effectifs, elles gardaient assez de prestige pour imposer leurs décisions. Qu'elles étaient incontestablement un danger pour le mouvement révolutionnaire, mais que pour les mêmes raisons elles pouvaient être un appui.

Le problème fut posé par Malatesta à Monatte: «*Le syndicat peut-il être encore une organisation capable de faire la révolution?*». Et Malatesta a répondu non et il avait raison de souligner son évolution inéluctable vers le réformisme. Il devait appartenir à Pierre Besnard de nous démontrer au cours d'une intervention magistrale qui domina le bavardage des politiciens syndicaux ou autres au congrès de Lille en 1921, que l'essentiel du projet syndical était gestionnaire et l'évolution lui a donné raison contre les Monatte, les Rosmer et quelques autres qui alors inscrivaient le syndicat à la remorque de la Révolution russe, ce qui était l'inscrire à la remorque du parti communiste dans les faits, même lorsqu'on prétendait le contraire.

Que le problème syndical, avec ses contradictions, soit un des problèmes de notre temps, la conférence syndicale que des militants libertaires ont réunie dernièrement, l'a très bien compris. Cependant, depuis 1945, nous avons connu de nombreuses conférences de ce genre qui ont débouché sur le vide, parce que leurs participants n'avaient pas senti que ce genre de réunion pour être fécond devait déboucher sur la réalité et que cette réalité n'était pas dans ces salles où on échange des phrases nobles et où chacun s'évertue d'être plus révolutionnaire que le voisin, mais dans l'entreprise avec les ouvriers, dans la section d'entreprise avec les militants.

Et c'est à ce modeste échelon que les problèmes prennent leur réalité et que sont plus clairs les rapports du syndicalisme et de la société moderne. C'est là que nous devons maintenir les éléments du syndicalisme gestionnaire, ce qui ne nous empêchera pas de construire à côté l'organisation de choc qui elle fera la décision et frayera le chemin à l'autogestion, forme moderne du gouvernement de l'atelier, organisation de choc qui peut être la *Fédération anarchiste*, par exemple!

Maurice JOYEUX.
